

ACTION URGENTE

KOWEÏT. DEUX MILITANTS BIDUN DE NOUVEAU ARRÊTÉS APRÈS DES MANIFESTATIONS

Les militants bidun Abdulhakim al Fadhli et Abdullah Atallah ont été une nouvelle fois appréhendés le 7 juillet dernier après des manifestations au Koweït. Ces hommes sont peut-être des prisonniers d'opinion.

Les militants bidun **Abdulhakim al Fadhli** et **Abdullah Atallah** ont été une nouvelle fois appréhendés le 7 juillet 2014. Ils sont actuellement détenus à la prison centrale à Koweït.

Abdulhakim al Fadhli a été arrêté à un poste de contrôle devant cette prison alors qu'il surveillait des manifestants appelant à la libération de Musallam al Barrak, interpellé le 2 juillet dernier pour avoir « insulté le pouvoir judiciaire ». En apprenant l'identité d'Abdulhakim al Fadhli, un officier de haut rang l'a insulté, frappé et arrêté. Il lui a ainsi perforé le tympan gauche et l'a blessé à l'oreille droite. Le 8 juillet, le ministère public a ordonné la détention d'Abdulhakim al Fadhli, en présence de son avocat, pour 10 jours en attendant l'approfondissement de l'enquête et l'a inculpé d'« outrage à un agent des forces de sécurité ». Le dossier a été transmis à un tribunal correctionnel. Le 13 juillet, Abdulhakim al Fadhli a porté plainte contre l'agent qui l'a agressé.

Abdullah Atallah a été appréhendé le 7 juillet au soir lors d'une descente faite à son domicile par une vingtaine de policiers armés, alors que sa famille et lui s'apprêtaient à rompre le jeûne du Ramadan. Aucun mandat d'arrêt n'a été présenté, ni à lui ni à sa famille. Cet homme a été conduit au Service des enquêtes criminelles, où il a été interrogé en présence de son avocat et inculpé d'avoir participé à un « rassemblement illégal », « désobéi aux agents de police qui ordonnaient de se disperser » et « appelé à un rassemblement ».

Abdulhakim al Fadhli avait déjà été arrêté le 24 février dernier et accusé d'infractions telles que « dégradation de véhicules de patrouille de police », « agression d'agents de sécurité » et « incitation à la rébellion ». Il avait été remis en liberté le 8 avril. Abdullah Atallah avait été appréhendé le 19 février et accusé d'avoir « insulté l'émir », participé à un « rassemblement illégal » et « dégradé des biens appartenant à la police (voitures) ». Il a été relâché le 15 juin en échange d'une caution de 500 dinars koweïtiens (soit environ 1 300 euros). Sa prochaine audience aura lieu le 14 septembre.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités bahreïnites à relâcher Abdulhakim al Fadhli et Abdullah Atallah immédiatement et sans condition s'ils sont détenus uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion ;
- demandez-leur de diligenter une enquête indépendante et impartiale sur les allégations de torture d'Abdulhakim al Fadhli et de traduire les responsables présumés en justice.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 26 AOÛT 2014 À :

Émir du Koweït

Sheikh Sabah al-Ahmad al-Jaber al-Sabah

Al Diwan Al Amiri, PO Box 1

al Safat 13001, Koweït

Fax : +965 22430559

Courriel : amirsoffice@da.gov.kw

Formule d'appel : *Your Highness, /*

Monseigneur (Votre Altesse, dans le

corps du texte),

Ministre de la Justice

Nayef Mohammed Al-Ajmi Ministry of Justice

PO Box 6, al-Safat 1300, Koweït

Courriel : info@moj.gov.kw

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Président de la Commission

parlementaire des droits humains

Parliamentary Human Rights Committee

National Assembly

P.O. Box 716, al-Safat 13008, Koweït

Fax : +965 22436331

Courriel : ipu-grp@kna.kw (Objet :

FAO Chairperson of the Parliamentary

Human Right Committee)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Koweït dans votre pays (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



15 juillet 2014

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 47/14. Pour plus d'informations : <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE17/003/2014/fr>.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

KOWEÏT. DEUX MILITANTS BIDUN DE NOUVEAU ARRÊTÉS APRÈS DES MANIFESTATIONS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 16 juin 2014, Musallam al Barrak, ancien membre du parlement koweïtien, a fait un discours devant le parlement, dans lequel il a dénoncé la corruption qui règne dans le pays et critiqué le rôle du Conseil judiciaire suprême. Il a été appréhendé le 2 juillet et le ministère public a ordonné sa détention pour 10 jours en attendant l'approfondissement d'une enquête pour « outrage au pouvoir judiciaire ». Une vague de manifestations principalement pacifiques a commencé le jour même pour réclamer la libération de cet homme, une transparence en matière financière et politique, ainsi que des réformes politiques. Les forces de sécurité ont réagi à ces rassemblements, organisés du 2 au 9 juillet, en lançant du gaz lacrymogène, des grenades aveuglantes et des bombes assourdissantes pour disperser la foule. Une cinquantaine de manifestants, dont des défenseurs des droits humains, ont été arrêtés puis relâchés. Musallam al Barrak a été libéré sous caution le 7 juillet dernier mais les manifestations continuent pour réclamer la remise en liberté des personnes placées en détention en juillet.

Noms : Abdullah Atallah et Abdulhakim al Fadhi
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 47/14, MDE 17/005/2014, 15 juillet 2014

